

## Les petits producteurs d'aliments et les peuples autochtones continuent de se mobiliser contre le Sommet de l'ONU sur l'alimentation

Rome, Italie. 21 septembre 2021.

Suite aux [mobilisations citoyennes contre le pré-Sommet](#) des Nations unies sur les systèmes alimentaires en juillet, qui ont rassemblé plus de 9 000 participants du monde entier, la société civile et les groupes de peuples autochtones continuent de se mobiliser cette semaine contre le Sommet lui-même, qui se déroulera le 23 septembre à New York. La [Réponse autonome des peuples](#) au Sommet de l'ONU sur les systèmes alimentaires a sonné l'alerte sur les dangers que le Sommet représente pour les droits humains et l'ensemble du système multilatéral des Nations unies. Et cela de façon vraisemblablement efficace : en moins d'une semaine, sa [déclaration politique](#) compte déjà près de 600 signataires, plus que d'autres déclarations et lettres critiques du Sommet publiées à ce jour.

De plus en plus de voix, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du Sommet, y compris des gouvernements, des [universités](#) et les [Nations Unies](#), partagent l'opinion que l'autoproclamé "Sommet des Peuples" est voué à l'échec, étant donné sa structure complexe et favorable aux entreprises du complexe agro-industriel.

Dans une [note d'information publiée aujourd'hui](#), la Réponse autonome des peuples (qui rassemble [plus de 300 organisations](#) participantes de petits producteurs alimentaires, de peuples autochtones, d'ONG et d'universités), affirme que le Sommet et le processus qui l'a précédé ne parviennent pas à s'attaquer aux principaux facteurs de la faim dans le monde et de la crise climatique, en particulier le COVID-19, l'agriculture industrielle et la concentration des entreprises dans les systèmes alimentaires. Au contraire, il s'agit d'une distraction dangereuse qui, en réduisant l'attention à la finance, à la technologie et à l'innovation comme solutions, ne fera qu'exacerber l'insécurité alimentaire et les inégalités.

Les propositions de suivi présentées dans le dernier projet de déclaration d'action du Secrétaire général de l'ONU confirment les craintes exprimées par de nombreuses personnes au cours des deux dernières années : la refonte de la gouvernance mondiale des systèmes alimentaires par les entreprises de l'agrobusiness prend forme. La Réponse autonome des peuples souligne qu'une telle implosion du multilatéralisme inclusif est promue depuis les niveaux les plus élevés de l'ONU, sans aucune délibération ni mandat intergouvernemental.

Malgré l'engagement des organisateurs du Sommet de l'ONU, en particulier du Secrétaire général adjoint, à ne pas créer de nouvelles structures, les agences basées à Rome (FAO, FIDA, PAM) ont annoncé qu'elles dirigeront conjointement un "centre de coordination" qui s'appuierait sur les capacités plus larges du système de l'ONU pour soutenir le suivi du Sommet. Cela modifierait considérablement la gouvernance mondiale actuelle de l'alimentation et de l'agriculture, avec des implications de grande portée. Ce centre basé à Rome et un "groupe consultatif" nouvellement créé seraient censés renforcer les liens avec d'autres processus mondiaux et intergouvernementaux prioritaires concernant par exemple l'environnement, le climat, la sécurité alimentaire, la santé et la nutrition, ainsi qu'avec des forums intergouvernementaux clés tels que le Forum politique de haut niveau et le Forum sur le financement du développement.

Un tel changement dans l'architecture de gouvernance existante empiéterait sur les fonctions du Comité des Nations unies pour la sécurité alimentaire mondiale (CSA), qui a précisément pour mandat d'assurer l'élaboration de politiques inclusives, la cohérence, la coordination et la convergence au sein des Nations unies sur les questions de sécurité alimentaire et de nutrition. Fondé sur le multilatéralisme et une approche basée sur les droits humains, le CSA est un forum unique permettant à la société civile de dialoguer et de débattre directement avec les gouvernements. Si le CSA et son Groupe d'experts de haut niveau (HLPE) sont écartés par le Sommet, il n'y aura plus de forum mondial pour les droits humains dans la politique alimentaire, ce qui réduira la capacité des gens à demander des comptes aux puissants acteurs du système alimentaire.

« Nous sommes extrêmement préoccupés par le fait que ce multipartenariat dirigé par le secteur privé mette de côté le multilatéralisme inclusif. Nous espérons que nous pourrions tous travailler ensemble pour nous en prémunir », a déclaré Shalmali Guttal, modératrice d'un briefing politique

organisé par la Réponse autonome des peuples avec les délégués des États membres à Rome le 20 septembre.

La séance a mis en garde contre les tentatives du Sommet de modifier l'architecture de la gouvernance alimentaire mondiale en contournant les États membres et le CSA. S'ils soutiennent de telles suggestions, le Secrétaire général des Nations unies ainsi que les responsables des agences basées à Rome, seront clairement en train d'agir en dehors de leurs mandats.

En fait, de nombreuses voix s'opposant au Sommet partagent l'avis que la prochaine plénière du CSA, du 11 au 14 octobre, doit devenir le lieu d'un débat audacieux, ouvert et honnête sur le processus du Sommet. Une évaluation participative et collective du Sommet par tous les acteurs, membres et participants concernés du CSA peut illustrer comment et pourquoi il a généré tant de frictions, de fragmentation et de frustration.

La Réponse autonome des peuples au Sommet continuera à organiser des contre-mobilisations tant au niveau régional que mondial cette semaine et au-delà. Le mercredi 22 septembre, un [briefing public](#) avec interprétation en français aura lieu. Les contre-mobilisations régionales ont déjà commencé et se poursuivront les 22 et 23 septembre. Les organisations africaines ont publié une [déclaration régionale](#) lors de leur événement du 16 septembre. Un [événement virtuel à l'échelle de l'Asie](#) aura lieu le 22 septembre, et des groupes australiens organiseront également un événement virtuel intitulé [La solidarité et le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires](#). Le 23 septembre, les organisations nord-américaines de la souveraineté alimentaire, en partenariat avec La Via Campesina, prévoient un événement virtuel d'une demi-journée intitulé [People's Kitchen Counter-Mobilization : Food System Take-Back](#).

--FIN--

### **Briefing public**

De plus amples informations seront fournies lors d'un briefing public le 22 septembre 2021 de 14h00 à 16h00 CET, qui comprendra une session de questions-réponses pour les journalistes. [Veillez vous inscrire ici](#).

### **Contact pour les médias**

Marion Girard, Attachée de presse au Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC) pour les relations avec le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) des Nations unies [marion.girard.cisneros@csm4cfs.org](mailto:marion.girard.cisneros@csm4cfs.org)

### **Ressources**

- Site web de la contre-mobilisation : [foodsystems4people.org](http://foodsystems4people.org)
- [Déclaration politique](#) lancée le 15 septembre 2021, appelant tous les gouvernements et décideurs du monde entier à poursuivre une transformation radicale des systèmes alimentaires.
- [Signataires de la déclaration politique](#) à ce jour
- [Note d'information politique](#) sur le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires et ses implications
- [Plus d'informations sur les préoccupations du Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones](#) vis-à-vis du Sommet.